



COSYDEP
Sénégal

6039, Sicap Liberté 6 Dakar - Email: cosydep@gmail.com - Web: www.cosydep.org - Tel: + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86
Enregistrement N° 2009/14136/MINT - Agrément ONG N° 022980/MINT/DGAT/DPONG/DSEAO du 17 dec. 2015 - NINEA N°4166760V9

POUR UNE PREPARATION OPTIMALE DE L'ANNEE SCOLAIRE PAR UNE PREVENTION
DES CONFLITS ET UN TRAITEMENT DILIGENT DES QUESTIONS A FORTS ENJEUX

« Nos VACANCES POUR L'ÉCOLE 2023 »

L'ÉDUCATION EN CONTEXTE DE CRISES :
REGARDS CROISÉS D'EXPERTS EXTERNES

Jeudi 14 septembre – Résidences Féto 2 / Dakar

Rapport Général



COSYDEP, Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique, présente dans les quatorze régions du Sénégal. Membre de **ANCEFA** (Africa Network Campaign on Education For All), de **GCE** (Global Campaign for Education), de la **CCONG** (Consultation Collective des ONG/ UNESCO) et de **GPE** (Global Partnership for Education), Partenaire de l'

I. RAPPEL

1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La dégradation des conditions économiques, sécuritaires, environnementales, sociales et sanitaires, constatée dans le monde, en Afrique et dans la sous-région, découlant de crises multiformes, frappe de plein fouet le Sénégal. Les conséquences de la guerre russo-ukrainienne, l'instabilité politico-institutionnelle dans le Sahel et les tensions politico-sociales internes accentuent la pauvreté, le chômage et l'insécurité. Il est à craindre que face à ces problèmes cruciaux, les efforts consentis par les Etats et les acteurs du développement risquent de ne pas connaître de résultats probants. En effet, l'insécurité alimentaire se fait de plus en plus sentir ; l'alimentation est transformée en une arme de domination et de contrôle de la géopolitique mondiale.

Ce tableau est profondément préoccupant, surtout si on y ajoute les problèmes nés des "coups d'Etat multiformes" dont les conséquences vont exacerber la fragilité des économies des pays africains. En particulier, ceux du Sahel, en proie au terrorisme, aux conflits ethniques et socioprofessionnels sont contraints à résoudre les problèmes prégnants de leurs populations.

Un tel contexte, pour le moins reluisant, doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des acteurs du développement dont le travail ne peut être productif que dans la paix et la stabilité. Aussi, est-ce la raison pour laquelle, la COSYDEP a décidé d'amplifier ces interrogations relativement aux exigences d'une prise en charge conséquente de l'éducation en situation d'urgence. Il est suffisamment démontré la sensibilité de l'éducation aux crises qui, non seulement déplacent les priorités mais surtout, rendent difficiles sinon peu efficaces les interventions dans le secteur.

Ces inquiétudes sont d'autant plus justifiées que sur le plan interne, des tensions politiques et sociales liées à la prochaine élection présidentielle de février 2024, créent un sentiment d'angoisse chez les populations. S'il en est ainsi, c'est certainement à cause des liens entre l'espace politique et les autres cadres de production économique-sociale. En effet, l'histoire du système éducatif sénégalais montre que les années électorales sont de grands moments d'agitation et d'instabilité du système éducatif.

Sous cet angle, il est utile de souligner que l'année scolaire 2023-2024, dont le premier trimestre va être marqué par la pré campagne électorale, le deuxième par la campagne et le scrutin, le troisième par de probables contentieux postélectoraux, mérite l'attention de tous les décideurs et autres acteurs. De ce point de vue, il importe de mobiliser les acteurs pour l'élaboration de stratégies permettant de protéger les lieux d'éducation en les mettant à l'abri de toutes formes de perturbations, qu'elles soient endogènes ou exogènes.

C'est dans cette perspective que s'inscrivait la campagne « Nos Vacances pour l'Ecole », tenue pendant les congés de pâques 2023. Ce dialogue avait permis de réfléchir sur les voies et moyens de bien terminer l'année. En plus, la Coalition avait mis en œuvre, dans les académies de Dakar et de Diourbel, un programme dénommé « Education Civique et Electorale : Lycée Modèle de la Citoyenneté et du Civisme - ECE LM2C - ». L'objectif visé était de renforcer les capacités des cibles et de sensibiliser les lycéens, primo votants, au civisme et à la lutte contre les comportements violents sur le terrain scolaire et politico-social.

En droite ligne de ces initiatives, la COSYDEP poursuit sa campagne « Nos Vacances pour l'Ecole », en aménageant un espace de dialogue pluriel, à travers une table ronde organisée le jeudi 14 septembre. Cet espace d'échanges et de consensus se veut de contribuer à la création de conditions d'un climat scolaire apaisé et propice à des apprentissages efficaces, conformément aux exigences de l'ODD4. Pour rappel, la campagne « Nos Vacances pour l'Ecole » est un mécanisme permettant une préparation sérieuse de l'année scolaire, par une anticipation intelligente sur les conflits probables et les questions

à forts enjeux. La table ronde invite à croiser les regards d'experts de spécialités diverses (droit et législation ; économie et politique ; communication et protection sociale ; culture et religion ; défense et sécurité ; philosophie, sciences et histoire ; éducation, formation et environnement) pour examiner la situation du secteur, identifier les menaces, indiquer des pistes d'actions préventives et curatives, en vue de garantir le fonctionnement normal des lieux d'éducation et de formation.

1.2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

1.2.1 Objectifs

Mettre en place un cadre inclusif de réflexion prospective pour des actions pertinentes et efficaces en vue, d'une part d'anticiper les conflits probables liés au contexte de crises et, d'autre part de formuler des recommandations pour un fonctionnement normal des lieux d'éducation et de formation.

De façon spécifique, il s'est agi de :

- Recueillir des analyses éclairées d'experts externes de spécialités diverses sur la situation du secteur en lien avec le contexte ;
- Identifier les menaces internes et externes ainsi que les opportunités pour le secteur ;
- Dégager des stratégies d'anticipation et de gestion des conflits ;
- Formuler des recommandations à l'endroit des acteurs et partenaires.

1.2.2 Résultats attendus

- Des avis documentés d'experts externes de spécialités diverses alimentent la table ronde ;
- Les conditions d'un climat apaisé et sûr dans les établissements scolaires sont débattues ;
- Des stratégies d'anticipation et de gestion des conflits sont répertoriées ;
- Les acteurs et partenaires de l'éducation sont responsabilisés, à travers des recommandations ciblées.

1.3 METHODOLOGIE

Le panel a été organisé sous forme de table ronde, le jeudi 14 septembre 2023, sur le thème " l'éducation en contexte de crises : regards croisés d'experts externes". La table ronde a accueilli des regards d'une dizaine d'experts de spécialités diverses pour examiner la situation du secteur. Des pistes d'actions préventives et curatives ont été élaborées.

- Chaque spécialiste s'est prononcé sur le contexte actuel en rapport avec le droit à l'éducation.
- Un parterre, constitué de militants de différentes familles d'acteurs de l'éducation, a interagi avec les experts dans un débat général.
- Au terme de la table ronde, les éclairages sur la situation de l'éducation ont abouti à des recommandations qui ont fait l'objet du présent rapport de synthèse destiné aux décideurs et autres acteurs du système.

Participants

- Domaines d'expertise sollicitée : droit, législation, économie, politique, communication, protection sociale, culture, religion, défense, sécurité, philosophie, sciences, histoire, éducation, formation, Recherche, environnement.
- Familles d'acteurs de l'éducation : COSYDEP, APEs, SYNDICATS, ONGs, PTFs, PRESSE, ELUS, INSTITUTIONNELS.

II. DEROULEMENT DE L'ACTIVITE

2.1 OUVERTURE DE LA TABLE RONDE

2.1.1 Message de bienvenue

La Présidente du Conseil d'Administration (PCA), Mme Hélène Rama Niang DIAGNE, modératrice de l'activité, a salué l'ensemble des personnalités venues répondre à cette rencontre stratégique dans la mission de plaidoyer de la COSYDEP. L'édition 2023 de la campagne *Nos Vacances pour l'Ecole* consacre, à travers cette table ronde, l'examen du droit à l'éducation. Les contributions sous plusieurs thématiques telles que l'histoire, la protection sociale, la religion, les sciences, la défense et la sécurité, l'économie, la recherche, la communication et l'environnement adressent de façon holistique la situation du secteur éducatif dans un contexte de crises.



2.1.2 Présentation des Termes de références et de la méthodologie

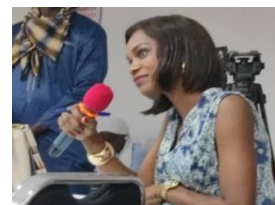


Le Directeur Exécutif (DE) a rappelé que cette 5^{ème} édition de *Nos Vacances pour l'Ecole*, comme ses précédentes, compte mettre à profit les vacances scolaires pour nourrir des réflexions afin d'anticiper les difficultés auxquelles l'école sénégalaise fait face. M. Cheikh MBOW a salué la mobilisation des experts issus de différents secteurs. Il soutient qu'au regard de la disponibilité de l'expertise sénégalaise, les excuses devant les défis s'amenuisent et

l'obligation de résultats s'impose un peu plus au système. Ce rendez-vous, par la diversité des acteurs présents autour de la table, témoigne de façon explicite du caractère assez complexe de la problématique du droit à l'éducation, qu'il faudra aborder avec des approches multiformes et un regard qui transcende le scolaire. C'est ainsi que toutes ces forces sont appelées à s'investir pour bâtir des réponses fortes et consensuelles autour d'une interpellation aussi prégnante que celui de l'«Education en contexte de crises multiformes». Ces réponses devront, sans doute, aborder la question enseignante, l'implication des parents, la santé et la sécurité en milieu scolaire, les curricula, la politique avec l'approche de la présidentielle de 2024, les changements climatiques, etc.

2.2 REGARDS CROISES SUR LA SITUATION DU SECTEUR

La table ronde a été animée par Mme Elisabeth MASSALY SENGHOR. En introduction treize experts se sont exprimés sur des thématiques diverses et interconnectées autour du droit effectif à une éducation de qualité et pour tous. Les regards devront prendre en charge les situations de crises multiformes qui marquent les contextes national, sous régional et international.



2.2.1 Imam Ahmadou Makhtar KANTÉ, islamologue



Imam Kanté s'est penché sur les relations entre *Politique et Education, sur la base des enseignements tirés du saint coran*. Il commence par relever le rôle éminemment décisif du système éducatif dans la construction d'un esprit citoyen indispensable au développement socio-économique. L'Imam rappelle que de l'Évangile au Coran, en passant par la Thora, les contenus des livres révélés sont largement traversés par la thématique Education. Les prophètes étaient des éducateurs de premier rang. Il rappelle en ce sens l'enseignement : « Même à la fin des

temps, si vous tenez une jeune pousse à la main, dépêchez-vous de la planter» pour soutenir le rôle prépondérant dont les acteurs politiques et gouvernants devraient s'octroyer dans leur mission de sauvegarde et la formation de l'être humain, à travers l'éducation et la formation.

2.2.2 M. Abdou FALL, homme politique sénégalais

L'ancien ministre a analysé *le contexte de l'élection présidentielle de 2024 et ses menaces sur la stabilité du secteur éducatif*. Il note qu'il est urgent, pour les acteurs politique, de restituer à la politique sa noblesse d'antan. Cela passera par protéger l'institution scolaire des turbulences politiques afin de garantir sa stabilité au regard des prochaines élections. C'est une condition seulement sine qua none pour préparer les jeunes générations au défi du vivre ensemble. Selon M. FALL la gestion des crises est devenue une question centrale de gouvernance au Sénégal. Le temps des satisfactions partielles est révolu, pour laisser la place à l'époque des insatisfactions pondérées. D'où un dispositif anticipatoire et une réelle politique de formation nécessaires pour former le citoyen de demain qui se concilie avec la démocratie et l'Etat de droit.



2.2.3 Pr. Amsatou Sow SIDIBE, Juriste : Droit à l'Éducation



Professeur SIDIBE a apporté sa contribution sur *le respect des droits de l'enfant au regard des menaces sur le système éducatif*. La juriste soutient que l'éducation est une fonction rattachée à la personne, c'est un droit humain. Elle rappelle que le premier message adressé au prophète Mohammad a été libellé sous le vocable « Ikhra ». Eu égard à cela, l'éducation doit être considérée comme un droit inaliénable même en contexte de crise. Sur ce point l'Etat est considérée responsable et redevable même si, au-delà, la fonction éducative interpelle la famille, l'ensemble des acteurs, y compris le secteur privé qui doit accompagner surtout par les stages, et l'emploi. La société civile aussi se doit, dans sa mission, de se renforcer dans le suivi des engagements des Etats et l'évaluation des politiques sectorielles.

2.2.4 M. Gora NIANG, Directeur du Centre d'études et de Formation Environnementale

Fort d'une expérience universitaire, Dr. NIANG a partagé sa réflexion sur *les impacts des crises environnementales et climatiques sur l'éducation et l'effectivité d'une Education à l'Environnement et au Développement Durable*. Il souligne que les crises environnementales et climatiques entraînent beaucoup de pertes de bien-être des vivants. Le sable autrefois abondant des plages est en train d'être remplacé par des rochers, les températures grimpent et les écoles à l'image du lycée de Jaxaay à Dakar, sont inondées. M. NIANG estime que les sociétés, à travers l'éducation et la formation, doivent développer une conscience environnementale. En effet, l'environnement est un dénominateur commun à tous les vivants où une moindre action négligée peut impacter la qualité de vie et menacer le développement durable.



2.2.5 M. Doudou WADE, Homme politique



L'ancien Président de groupe parlementaire s'est exprimé sur *les rôles des acteurs politiques dans le renforcement de la stabilité et de la performance du système éducatif sénégalais*. Il estime que l'école doit être mise à l'abri des perturbations liées aux joutes électorales, comme la présidentielle de février 2024. M. WADE soutient que l'école est le lieu d'exercice des pratiques de demain. C'est alors une place privilégiée que la société doit savoir sauvegarder et ressourcer de valeurs telles que celles portées par la pensée de feu Serigne Abdou Aziz SY. De son analyse on retient que le tandem Election/Education est devenu d'autant plus complexe que les lycéens et étudiants sont devenus des électeurs. Cependant l'homme politique sénégalais est attendu dans la sauvegarde d'une fonction aussi républicaine que l'éducation, même en temps de remous, de conflits ou de crises.

2.2.6 Pr. Abdou Salam SALL, Chimiste

L'ancien Recteur de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) a communiqué sur *les cycles de crises multiformes et le développement des sciences et de la technologie*. Il est parti des travaux du pakistanais, le Pr Abdou Salam Prix Nobel en Physiques en 1979, aux conclusions du Groupe de réflexion sur le climat, en passant par les publications de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM). Le Professeur recommande d'abord d'initier les élèves aux sciences à travers la langue de leur terroir. Il estime que la seule différence des systèmes de numération entre langues est à l'origine de beaucoup de difficultés pédagogiques auxquelles les enfants sont confrontés. A cette proposition, il ajoute la condition du renforcement de capacités des enseignants mais également la mise à disposition sur internet de contenus pédagogiques en mathématiques et en sciences dans les langues nationales. Enfin M. SALL souligne l'impératif de favoriser l'approche expérimentale « Apprendre en faisant », d'allonger le temps de travail pour favoriser la remédiation et d'introduire des pratiques d'éducation en situation d'urgence dans les programmes et les approches pédagogiques.



2.2.7 Colonel Cheikhna DIENG, Service Civique National (SCN)



Le Colonel DIENG s'est chargé de la question de *la Crise du civisme et de la citoyenneté, contribution des forces de défense et de sécurité*. De son diagnostic, il ressort que les nations sont confrontées au défi de la gestion des libertés. La restauration de la citoyenneté est préconisée pour mettre fin à la crise des valeurs. Il recommande ensuite le renforcement de l'éducation civique formelle et la matérialisation du concept Armée-Nation à travers des journées « portes ouvertes des armées aux jeunes ». Une telle proposition est déjà adoptée la hiérarchie militaire. Elle sera matérialisée par des sessions de trois jours pour accueillir les élèves et les jeunes dans les camps militaires.

2.2.8 Dr. Demba Moussa Dembélé, Economiste

L'économiste a analysé *les impacts des crises économiques sur le droit à l'éducation et les stratégies pour garantir l'accessibilité de l'éducation aux couches les plus vulnérables*. Il conclut que l'essentiel des impairs et obstacles soulevés est lié à un problème de mobilisation de ressources. Malgré cela, le contexte socio-économique n'est pas reluisant. La récente visite du Fonds Monétaire International (FMI) au Sénégal a révélé que les perturbations survenues dans le pays au mois de juin 2023 ont fait perdre des dizaines de milliards de FCFA à l'Etat. Il découle de l'analyse qu'une plus grande priorité est à accorder au respect du droit à l'éducation car lorsqu'il y a crise, les plus vulnérables en pâtissent encore plus. Il incite alors la société civile à œuvrer dans le plaidoyer pour la répartition équitable des ressources en faveur des localités et des personnes les plus démunies.



2.2.9 Pr. Bouba Buuba DIOP, Historien



L'historien a partagé sa réflexion sur *les rapports entre crises politico-économiques et l'éducation*. Il part de l'analyse de Jack Attali, à travers son ouvrage *Histoires et avenir de l'éducation*, qui aborde les façons de transmission des savoirs et leur rôle déterminant dans l'évolution des cultures et le déclin de la qualité de la formation. L'historien exhorte les acteurs de la société civile à travailler dans la cartographie des problèmes du système. Cela devra aborder le complexe panorama de la prochaine rentrée universitaire dans un contexte de crise avec son lot de dégâts. M. DIOP a ensuite exprimé la nécessité de trouver le levier pour relancer le dialogue et mettre en place des mesures efficaces pour juguler les impacts des mouvements politiques liés à l'élection présidentielle de février 2024.

2.2.10 Mme Aby DIALLO, Juriste

Mme DIALLO a analysé *la protection sociale en contexte de crise et les menaces sur la sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes*. La présidente de l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS), ancienne commissaire de police, rappelle que l'Etat est redevable sur le droit à la protection, à l'hygiène et à la sécurité. Malheureusement la pauvreté endémique expose souvent les enfants comme proies faciles à toute sorte de manipulations. Les mesures à prendre devront passer par l'amélioration de la formation des enseignants, le renforcement de la position de la société civile dans son rôle d'alerte, la mobilisation des parlementaires et le durcissement des sanctions contre les violences basées sur le genre.



2.2.11 M. Oumar SY, Parlementaire



M. Oumar SY, Président de la Commission “Education, Jeunesse, Sports et Loisirs” de l’Assemblée Nationale a apporté des réponses à la question relative au rôle du député pour un environnement législatif et réglementaire en faveur d’un fonctionnement normal du système éducatif. Il s’est dit alarmé par les effets des mouvements récurrents de grèves, exacerbés par la persistance des abris provisoires, les déficits en enseignants et l’inadaptation des contenus et cycles d’enseignement. Il préconise que pour plus de performances, le système éducatif doit bénéficier d’un recrutement planifié et continu. Dans la suite de sa logique, il soutient que les élections devront être un moment d’apprentissage de la démocratie mais non ce temps redouté de promotion des antivaleurs et de la violence.

2.2.12 M. Mactar SARR, SG du Médiateur de la République

Le Secrétaire Général a abordé la thématique *Environnement législatif et réglementaire pour assurer le fonctionnement normal du système éducatif* par la question de la langue d’apprentissage et de l’orientation vers les sciences et les technologies. Il soutient de façon empirique que le niveau des pays développés est corrélé à l’utilisation des langues de leurs terroirs. Dans la même veine, il souligne que la mise en place d’infrastructures et de systèmes de production souverains requiert le développement des sciences et des technologies à travers le renforcement des filières scientifiques. Il est donc nécessaire d’inverser les perspectives et d’appuyer la massification des centres de formation et d’apprentissage à travers l’ensemble du territoire national.



2.2.13 Pr. Mbaye THIAM, Archiviste

Le professeur THIAM a apporté sa contribution à travers le thème *Contribution des universitaires pour bâtir un système éducatif résilient et proactif*. Il relève l’antinomie existant entre Education et Crises. En effet la paix et la stabilité sont des conditions nécessaires à la prospérité des fondamentaux comme l’économie ou l’éducation. Pour renforcer sa résilience, le système éducatif devra bénéficier de la pacification des rapports entre les acteurs et de sa préservation des crises exogènes souvent déplacés dans l’espace scolaire. Un autre aspect de la réforme que l’école sénégalaise ne peut ignorer est la question de la langue d’apprentissage. Sa prise en charge permettrait d’asseoir des performances durables qui répondent à des défis prégnants de la société.



Au terme des communications, le Directeur Exécutif a fait observer que l’éducation est certes impactée par les crises mais elle devra aussi être un lieu de construction de réponses face à toute forme de crise. Par conséquent M. Cheikh MBOW tire la sonnette d’alarme sur le peu de recherches publiées jusque-là sur la manifestation et l’évolution des mouvements de grèves et autres crises qui impactent le secteur. Et pourtant, souligne-t-il, le système éducatif a l’impératif de continuer à fonctionner même en situation de guerre, d’élections ou de perturbations.

La modératrice, Mme Hélène Rama Niang DIAGNE, a salué les contributions des expertes et experts qui, par leurs analyses éclairées, ont relevé des enjeux et des défis que le monde ne saurait ignorer dans la continuité de son évolution. Elle a ensuite ouvert le débat au public qui a réagi sur les contenus.

III. DEBAT GENERAL

Le débat général qui a noté la participation de parents d'élèves, de membres d'ONG, de syndicalistes, d'inspecteurs de l'éducation et autres acteurs du système, a principalement enregistré des contributions autour de six axes :

- **Stabilité du secteur** : améliorer le climat de confiance entre acteurs pour se préserver des crises ; détecter à temps les conflits et construire des réponses pour adresser la prévention.
- **Loi d'orientation et Révision des curricula** : Redéfinir des finalités et processus éducatifs conformes à la société et à nos cultures ; lutter contre le complexe linguistique par l'utilisation des langues nationales ; fédérer les orientations et buts de l'éducation et de la formation ; relever les compétences en sciences des enseignants du primaire ; réinventer l'éducation nationale ; régler la problématique du genre ; évoluer vers le remplacement du statut d'enseignant vers celui de professeur dans le primaire.
- **Résilience** : trouver des solutions pour les écoles abandonnées à causes des variations climatiques ; améliorer le cadre scolaire et la sécurité des élèves ; évaluer la contribution du gouvernement dans le soutien à la fourniture d'une offre résiliente et diversifiée ; dénouer le lien entre l'extrême pauvreté et les obstacles à l'effectivité du droit à l'éducation.
- **Financement** : augmenter le budget du sous-secteur de l'alphabétisation ; augmenter les fonds de dotations insuffisants dans le moyen secondaire et inexistant dans l'élémentaire ; Mettre à disposition à temps les budgets et tendre vers la gratuité de l'école ; considérer les dépenses d'éducation en dépenses d'investissement.
- **Crise sociopolitique** : adresser la problématique de l'indépendance et de l'égalité judiciaire ; appuyer la production de connaissance en gestion de crise.
- **Autres** : promouvoir le programme Education face aux candidats initié par la Cosydep ; instituer la célébration de l'éducation, de ses acteurs et partenaires (FIEF 2023) ; Consolider la redevabilité et la reddition des comptes ; mettre en œuvre des mesures contre les forts taux d'échec.

IV. SYNTHÈSE ET PROCHAINES ETAPES

Dans la synthèse des discussions, le Directeur Exécutif s'est félicité de la forte mobilisation des ressources et expertises autour d'une problématique des plus urgentes : l'éducation en contexte de crises. Il a salué la fructueuse symbiose de regards croisés qui a produit de fortes conclusions et recommandations à consolider dans le rapport d'activité. Elles seront partagées à l'occasion de dialogues sur la politique éducative comme le séminaire de la rentrée des classes. En prochaines étapes le DE annonce :

- Le dispositif de communication et d'influence à mettre en place à travers un mémorandum et la construction d'espaces de dialogue ;
- La Foire des Innovations en Education et en Formation (FIEF), les 06 et 07 octobre 2023 : moment de partage d'innovations et d'expériences mais aussi de célébration et de solidarité ;
- La campagne Ubbi Tay Jàng Tay, édition 2023, pour soutenir les efforts au bénéfice de l'optimisation continue du temps d'apprentissage ;
- La construction de partenariat dans le plaidoyer et le dialogue politique, à l'image du réseau des parlementaires en éducation en perspective.

Le mot de clôture a été prononcé par la PCA, Hélène Rama Niang DIAGNE. Elle a salué la mobilisation constante des partenaires de la Coalition autour de la construction de connaissances et du plaidoyer pour la promotion du droit à une éducation de qualité, même dans les contextes les plus complexes.

V. VERBATIM

NOS VACANCES POUR L'ECOLE 2023
EDUCATION EN CONTEXTE DE CRISES :
REGARDS CROISES D'EXPERTS EXTERNES
Jeudi 14 septembre, Résidences Féro 2, Dakar

POLITIQUE

- 1 Quelles pourraient être les menaces de l'élection présidentielle de février 2024 sur la stabilité du secteur de l'éducation ?
- 2 En tant que politicien, quelles recommandations faites-vous aux acteurs politiques pour mettre l'école à l'abri des joutes électorales ?

Honorable Doudou WADE
Homme politique

COSYDEP. Pour une Education Publique de Qualité, Gratuite et Accessible

« L'école est le lieu d'exercice des pratiques de demain. C'est alors une place privilégiée de détermination que la société doit savoir sauvegarder et ressourcer. »

« Le tandem Election/ Education est devenu d'autant plus complexe que les lycéens et étudiants sont devenus des électeurs. Cependant l'homme politique sénégalais est attendu dans la sauvegarde d'une fonction aussi républicaine que l'éducation, même en temps de remous, de conflits ou de crises. » **M. Doudou WADE**

« Les sociétés, à travers l'éducation et la formation, doivent développer une conscience environnementale. En effet, l'environnement est un dénominateur commun à tous les vivants où une moindre action négligée peut impacter la qualité de vie et menacer le développement durable. » **Dr. Gora NIANG**

NOS VACANCES POUR L'ECOLE 2023
EDUCATION EN CONTEXTE DE CRISES :
REGARDS CROISES D'EXPERTS EXTERNES
Jeudi 14 septembre, Résidences Féro 2, Dakar

ENVIRONNEMENT

- 1 Quels impacts des crises environnementales et climatiques sur l'éducation ?
- 2 Quelles recommandations pour l'effectivité d'une Education à l'Environnement et au Développement Durable ?

Dr. Gora NIANG
Directeur Centre d'Etudes et de Formation Environnementale

COSYDEP. Pour une Education Publique de Qualité, Gratuite et Accessible

NOS VACANCES POUR L'ECOLE 2023
EDUCATION EN CONTEXTE DE CRISES :
REGARDS CROISES D'EXPERTS EXTERNES
Jeudi 14 septembre, Résidences Féro 2, Dakar

ECONOMIE

- 1 Comment l'économiste que vous êtes analyse-t-il les impacts des crises économiques sur le droit à l'éducation ?
- 2 Que faut-il pour atténuer ces impacts afin de garantir l'accessibilité de l'éducation aux couches les plus vulnérables ?

Demba Moussa DEMBELE
Economiste

COSYDEP. Pour une Education Publique de Qualité, Gratuite et Accessible

« Une plus grande priorité est à accorder au respect du droit à l'éducation car lorsqu'il y a crise les plus vulnérables en pâtissent encore plus. » **Dr. Demba Moussa Dembélé**

« C'est une nécessité de trouver un levier pour relancer le dialogue et mettre en place des mesures efficaces pour juguler les impacts des mouvements politiques liés à l'élection présidentielle de février 2024. » **Pr. Bouba Buuba DIOP**

NOS VACANCES POUR L'ECOLE 2023
EDUCATION EN CONTEXTE DE CRISES :
REGARDS CROISES D'EXPERTS EXTERNES
Jeudi 14 septembre, Résidences Féro 2, Dakar

HISTOIRE

- 1 Du point de vue de l'histoire du Sénégal, quelles leçons tirer des rapports entre les crises politico économiques et l'éducation ?
- 2 Sur la base des leçons du passé, quelles mesures spécifiques pourraient inspirer les acteurs pour faire face aux défis liés au fonctionnement normal de l'institution scolaire en situation de crise ?

Pr Babacar Diop Buuba
Historien

COSYDEP. Pour une Education Publique de Qualité, Gratuite et Accessible

NOS VACANCES POUR L'ECOLE 2023
EDUCATION EN CONTEXTE DE CRISES :
REGARDS CROISES D'EXPERTS EXTERNES
Jeudi 14 septembre, Résidences Féro 2, Dakar

RECHERCHE

- 1 Quelles principales leçons le chercheur universitaire que vous êtes, tire-t-il des crises récurrentes observées ?
- 2 Quelle devrait être la contribution des universitaires pour bâtir un système éducatif résilient et proactif ?

Pr Mbaye THIAM
Archiviste

COSYDEP. Pour une Education Publique de Qualité, Gratuite et Accessible

« Pour renforcer sa résilience, le système éducatif devra bénéficier de la pacification des rapports entre les acteurs et de sa préservation des crises exogènes souvent déplacés dans l'espace scolaire. » **Pr. Mbaye THIAM**

« Le système éducatif détient un rôle éminemment décisif dans la construction d'un esprit citoyen indispensable au développement socio-économique. Les acteurs politiques et gouvernants devraient s'octroyer la mission de sauvegarde et de formation de l'être humain, à travers l'éducation et la formation. » **Imam Ahmadou Makhtar KANTÉ**



« La gestion des crises est devenue une question centrale de gouvernance au Sénégal »

« Un dispositif anticipatoire et une réelle politique de formation est nécessaire pour former le citoyen de demain qui doit se concilier avec la démocratie et l'Etat de droit » **M. Abdou Fall**

« La mise en place d'infrastructures et de systèmes de production souverains requiert le développement des sciences et des technologies à travers le renforcement des filières scientifiques. Il est donc nécessaire d'inverser les perspectives et d'appuyer la massification des centres de formation et d'apprentissage à travers l'ensemble du territoire national. » **M. Mactar SARR**



« La différence des systèmes de numération entre langues est à l'origine de beaucoup de difficultés pédagogiques auxquelles les enfants sont confrontés. »

« Il est impératif de favoriser l'approche expérimentale, Apprendre en faisant, d'allonger le temps de travail pour favoriser la remédiation et d'introduire des pratiques d'éducation en situation d'urgence dans les programmes et approches pédagogiques. » **Pr. Abdou Salam SALL**

« Renforcer l'éducation civique formelle et la matérialiser du concept Armée-Nation à travers des journées portes ouvertes des armées aux jeunes. »

« Une plus grande priorité est à accorder au respect du droit à l'éducation car lorsqu'il y a crise, les plus vulnérables en pâtissent encore plus. » **Colonel Cheikhna DIENG**



« L'éducation est un droit humain qui doit être considéré comme un droit inaliénable même en contexte de crise. Sur ce plan, l'Etat est responsable et redevable même si, au-delà, la fonction éducative interpelle la famille et l'ensemble des acteurs. »

« La société civile se doit de renforcer sa mission dans le suivi des engagements des Etats et l'évaluation des politiques sectorielles. » **Pr. Amsatou Sow SIDIBE**

« Les mesures à prendre devront passer par l'amélioration de la formation des enseignants, le renforcement de la position de la société civile dans son rôle d'alerte, la mobilisation des parlementaires et le durcissement des sanctions contre les violences basées sur le genre. » **Mme Aby DIALLO**

« Les élections devront être un moment d'apprentissage de la démocratie mais non ce temps redouté de promotion des antivaleurs et de la violence. » **Honorable Oumar Sy**

VI. ALBUM PHOTOS



COSYDEP, Coalliance de Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique, présente dans les quatorze régions du Sénégal. Membre de ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All), de GCE (Global Campaign for Education), de la CCONG (Consultation Collective des ONG/ UNESCO) et de GPE (Global Partnership for Education), Partenaire de l

VII. OUVERTURE MEDIATIQUE

L'activité a bénéficié d'une bonne couverture médiatique avec une diversité de supports. En effet, il a été noté la présence d'une quinzaine de médias : 3 télévisions, 4 radios, 5 journaux et un site internet. Mais l'intérêt du thème fait que la couverture a été portée au-delà des médias présents. Des journaux ont consacré leur Une à la table ronde. D'autres quotidiens ont fait un appel à leur Une. Du côté de l'audiovisuel, ce sont les médias les plus suivis qui ont assuré la couverture.

A. PRESSE ECRITE

1. Parrainage, campagne électorale, élections... : de lourdes menaces sur la prochaine année scolaire



Les acteurs de l'éducation, les parents d'élèves, entre autres, sont inquiets par rapport à l'avenir de l'année scolaire 2023-2024 avec la tenue de l'élection présidentielle du 25 février 2024. Hier, autour d'une table ronde organisée par la Coalition des organisations pour la défense de l'éducation publique (Cosydep), ils ont anticipé en réfléchissant d'ores et déjà sur des solutions pour faire face aux crises qui peuvent affecter le secteur de l'éducation dans un contexte électoral qui suscite déjà de vives tensions sociopolitiques.

2. Rencontre autour des perturbations scolaires en période électorales : La recette des acteurs



Perturbations Du Système Éducatif En Période Électorale : Le Regard Croisé Des Acteurs Politiques Et Éducatifs

By La Rédaction — On 15 Sep, 2023



Les risques de tensions politiques et sociales liées à la prochaine élection présidentielle prévue le 25 février 2024 créent déjà l'angoisse chez les populations. En effet, l'histoire du système éducatif sénégalais montre que les années électorales sont de grands moments d'agitation et d'instabilité du système éducatif. Sous cet angle, il est utile de souligner que l'année scolaire 2023-2024 dont le premier trimestre va être marqué par les joutes politiques avec les activités de parrainage et de candidatures, le deuxième par la campagne et le scrutin, le troisième par les contentieux postélectorales, mérite l'attention de tous les décideurs et autres acteurs.

Invités hier par la Cosydep, des acteurs politiques et de l'éducation du système dont l'archiviste Pr Mbaye Thiam pointe un doigt accusateur sur les acteurs comme étant les principaux responsables de la crise dans les écoles. «Les situations de crise sont déterminées de manière endogène par le système. Ce sont les acteurs du système, particulièrement les enseignants et les apprenants, qui instruisent la politique de crise à l'intérieur du système», regrette l'enseignant. De plus, à ses yeux, la prolifération de syndicats dans le système constitue également une problématique majeure qui perturbe le système. «La stabilité de l'université de Dakar, le Saes y a joué un rôle extrêmement majeur. Or, on est un syndicat, on s'était dit en créant le syndicat que la grève est notre dernier recours.

Quand on allait en grève, c'est parce qu'on avait épuisé tous nos moyens et si on était plus de 10 syndicats, on n'en arrivait pas à l'époque à rendre stable l'université de Dakar ; mais aujourd'hui on voit plus d'une quarantaine de syndicats. Chaque promotion sort avec son syndicat», peste Pr Mbaye Thiam. A cet effet, il demande aux autorités de corriger les formes d'organisation des acteurs éducatifs. «Je ne comprends pas pourquoi on veut mettre dans la tête des Sénégalais qu'en année électorale, il faut des grèves scolaires alors qu'ailleurs, les gens élisent et l'école fonctionne. Donc, il nous faut un consensus autour de l'école», plaide l'archiviste.

3. Perturbations du système éducatif en période électorale : le regard croisé des acteurs politiques et éducatifs



Une année scolaire 2023-2024 mouvementée : voilà ce à quoi risque d'être confrontée l'école sénégalaise. Au delà des menaces liées aux revendications des enseignants, on s'achemine également vers une élection présidentielle qui risque d'être mouvementée. Consciente de ces enjeux, la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) a convié hier, autour d'une table ronde, des experts en politique ainsi que des acteurs de l'éducation pour diagnostiquer le mal et proposer des solutions pour une année scolaire apaisée.

COSYDEP, Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique, présente dans les quatorze régions du Sénégal. Membre de **ANCEFA** (Africa Network Campaign on Education For All), de **GCE** (Global Campaign for Education), de la **CCONG** (Consultation Collective des ONG/ UNESCO) et de **GPE** (Global Partnership for Education), Partenaire de l'

4. Introduction des langues nationales dans les programmes scolaires : Cheikh Mbow indique la clé

En conseil des ministres avant-hier, le Président de République avait demandé au Premier ministre de renforcer la politique nationale d'alphabétisation à travers une meilleure connaissance et une pratique régulière par l'écrit et l'oral dans l'administration et dans les programmes scolaires et universitaires de nos différentes langues nationales codifiées. Se réjouissant de cette mesure, le Directeur exécutif de la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep), Cheikh Mbow, a toutefois plaidé pour l'augmentation du budget alloué à l'alphabétisation.



5. Années scolaire et élections : Des acteurs de l'éducation, de la politique et de la société affichent leur inquiétude



La Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique : (Cosydep), dans le cadre de la 5^{ème} édition de sa campagne : « Nos vacances pour l'école », a organisé, hier, une table ronde. Il s'agissait de réfléchir sur des solutions d'anticipation des crises qui pourraient affecter le secteur de l'Education durant cette année marquée par la tenue de l'élection présidentielle.

Les tensions politiques et sociales liées à la prochaine élection présidentielle de février 2024 ont fini de créer un sentiment d'angoisse chez les acteurs de l'Education. Ils redoutent des perturbations qui pourraient miner le secteur. En effet, la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) souligne que l'histoire du système éducatif sénégalais montre que

les années électorales sont de grands moments d'agitation et d'instabilité du système éducatif. C'est pourquoi, pour jouer la carte de l'anticipation à d'éventuels soubresauts, la Cosydep a tenu hier, une table ronde à Dakar.

Pour Cheikh Mbow, directeur Exécutif de la Cosydep, il s'agit d'amplifier ces interrogations relativement aux exigences d'une prise en charge conséquente de l'Education en situation d'urgence. Car, d'après lui, il est suffisamment démontré que la sensibilité de l'Education aux crises politico-sociale rend difficiles les interventions dans le secteur. « Nous estimons que les vacances constituent une occasion pour réfléchir ensemble sur les crises qui peuvent affecter le secteur de l'Education. Nous devons éviter de nous positionner en sapeurs-pompiers. C'est-à-dire attendre que la crise scolaire s'installe pour essayer de trouver des solutions», déclare le directeur exécutif de la Cosydep.

6. L'école va ressentir ces joutes électorales



Rappelant que le Sénégal s'engage vers des élections présidentielles et en tant qu'acteurs de l'Education, «nous sommes inquiets. Il y a les parrainages, la campagne électorale et les élections. Aujourd'hui, nous sommes très préoccupés par rapport à l'avenir de l'Education. Nous avons toutes les raisons d'être inquiets, parce que ces élections vont impacter forcément le secteur de l'Education.

Pour Cheikh Mbow, il est utile de souligner que l'année scolaire 2023-2024 sera marquée par cette élection présidentielle. Car lors du premier trimestre, le système éducatif pourrait être perturbé par la pré campagne, le deuxième trimestre par la campagne et le scrutin, et enfin le troisième trimestre sera engendré par les contentieux postélectorales. De ce point de vue, il importe de mobiliser les acteurs pour l'élaboration de stratégies permettant de protéger les lieux d'éducation en les mettant à l'abri des perturbations, qu'elles soient endogènes ou exogènes. Ce dialogue avait permis de réfléchir sur les voies et moyens de bien terminer l'année, rappelle-t-il. Et c'est dans la continuité de cette activité que cette table ronde a été organisée où des experts de l'Education, des économistes, des défenseurs des droits humains, des juristes, des responsables politiques etc. ont réfléchi ensemble sur comment mettre à l'abri le secteur face aux menaces liées aux joutes électorales.

Pour Pr Amsatou Sow Sidibé, la société civile a un rôle fondamental à jouer et elle doit être armée pour dire non à toute violation des droits à l'Education. Par contre, Doudou Wade, responsable politique trouve que ces joutes électorales ne doivent pas être une menace pour l'école sénégalaise, au contraire dit-il, l'école pourrait en profiter, parce qu'elle ne peut pas être en dehors de ces élections, car, c'est le lieu privilégié pour former le bon citoyen engagé. Il rappelle que la majorité de ces élèves ont l'âge de voter donc on ne peut pas les exclure de ce processus électoral. «Pour moi l'élection présidentielle doit être un renouveau pour notre démocratie. Les partis politiques précèdent l'école sur la formation des citoyens», assure Doudou Wade, ancien président du groupe parlementaire à l'Assemblée du temps du régime libéral d'Abdoulaye Wade.

Prenant son contrepied, l'économiste, Demba Moussa Dembélé reste convaincu que la crise politique que vit le Sénégal actuellement impacte forcément l'Education. La preuve, toutes les grèves dans le secteur toment autour du non-respect des accords. Les enseignants et l'Etat sont mis devant leurs responsabilités.

7. Cheikh MBOW: «Epargner notre école des jeux d'acteurs politiques»



Dans le cadre de sa campagne « Nos vacances pour l'école », la Cosydep a organisé hier, jeudi 14 septembre, une table ronde autour du thème « L'éducation en contexte de crises : Regards croisés d'experts externes ». Philosophes, professeurs d'universités, acteurs de la protection sociale, juristes, environnementalistes, économistes, entre autres, ont indiqué des pistes d'actions préventives et curatives, en vue de garantir le fonctionnement normal des lieux d'éducation et de formation, dans un contexte de crises multiformes.

Alors que le Sénégal s'achemine vers une élection présidentielle, le directeur exécutif de la Cosydep, Cheikh Mbow a invité les acteurs politiques à épargner l'école pour qu'on ait une année scolaire apaisée. L'objectif est de réfléchir sur les crises actuelles et d'anticiper les étapes à venir afin de repenser une politique scolaire qui répondrait à une situation de crise.

Pour l'historien Pr Mbaye Thiam, on n'enseigne pas en situation de crise. « Au Sénégal, on est en train de nous forcer à croire qu'on peut étudier en situation de crise mais ce n'est pas vrai. Donc, il faut déconstruire cette tentative d'inventer derrière des objectifs plus ou moins idéologiques, politiques. Les concepts de crise endémique, cyclique semblent être la norme dans notre société aujourd'hui au point que les militants de l'école, après avoir connu 40 jours de grève, disent : on sauve l'année scolaire mais une année scolaire, on ne la sauve pas, on l'a conduite parce qu'on ne l'a pas paramétrée par hasard », a-t-il fait savoir.

L'historien souligne que c'est le système même qui détermine « de manière endogène » les situations de crise. « Ce sont les acteurs du système qui instruisent la politique de crise à l'intérieur du système », a soutenu Pr Mbaye Thiam. L'historien qui pointe du doigt les acteurs, leur forme d'organisation et leur mode de fonctionnement qui sont devenues « acceptables » dans le système éducatif, poursuit : « Pourquoi on veut faire entrer dans la tête des sénégalais qu'en année électorale, il faut qu'il y ait grève scolaire ? Pourquoi dans ce pays, on aurait peur de nous interroger sur l'impact de nos convictions socio religieuses dans le fonctionnement du calendrier scolaire ? Ce n'est pas normal que les gens ne vont pas à l'école. On est le seul pays au monde qui respecte scrupuleusement les fêtes du calendrier chrétien et les fêtes du calendrier musulman ».

« Enseigner dans les langues du terroir »

Allant plus loin même, Pr Mbaye Thiam pense qu'il faut « inventer » l'école sénégalaise. « Il n'y a pas d'école sénégalaise. Ce qu'on a, ce sont des résidus de l'école de Jules Ferry plus ou moins tropicalisée. Ma conviction intime est que tant qu'on n'enseignera pas dans les langues du terroir, on n'a pas notre école nationale parce que l'école est d'abord d'extraction historique et culturelle », a-t-il indiqué.

Sur l'introduction et l'enseignement en langues locales au Sénégal, l'ancien recteur de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, Pr Abdou Salam Sall embouche la même trompette que le Pr Mbaye Thiam. Selon lui, il faut commencer l'éducation par la langue du terroir de l'enfant pour le développement des sciences et de la technologie dans l'éducation. « Si on veut que nos enfants soient de bons scientifiques, on commence l'éducation par la langue du terroir pour deux raisons : il y a un capital qu'on a à la maison qu'on doit transposer à l'école mais surtout nos langues utilisent deux systèmes de numération, la base 5 et 10 alors que le système francophone n'utilise qu'une seule base, 10 », a-t-il souligné.

A l'en croire, « l'expérience prouve que les enfants qui ont fait l'éducation à partir de leur langue de terroir sont meilleurs non seulement en sciences même en français ». Toujours, pour le développement des sciences et de la technologie dans l'éducation, l'ancien recteur de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar formule d'autres recommandations. « Il faut qu'à tous les niveaux qu'on ait des enseignants des sciences qualifiés. Dès lors qu'on n'a pas des enseignants qualifiés, il faut rencontrer les capacités des enseignants qui sont dans le système. On peut les former. Il faut rendre disponible sur le web les enseignements de toutes les sciences notamment des mathématiques », a fait savoir Pr Abdou Salam Sall.

« L'Etat est responsable de la mise en œuvre du droit à l'éducation »

Pour sa part, Pr Amsatou Sidibé, professeur de droit agrégée des universités, l'Etat, la famille et la société civile doivent jouer chacun son rôle pour assurer le droit à l'éducation à l'enfant. « Il faut que l'Etat soit conscient qu'il est le principal responsable et qu'il est redevable. On ne peut pas avoir une éducation de qualité lorsque dans la famille même, on n'est pas suffisamment outillés pour assurer l'éducation de l'enfant. L'enfant naît dans la famille, grandit dans la famille donc l'éducation de base dans la famille est fondamentale », a fait savoir Pr Amsatou Sidibé. Elle ajoute que « le secteur privé doit mettre la main à la pâte par les moyens dont il dispose pour aider les familles, l'école et l'université ». En ce qui concerne la société civile, Pr Amsatou Sow Sidibé souligne qu'elle doit observer et mettre le doigt sur la situation et dénoncer. « La société civile doit être armée pour dire non à toute cette violation du droit à l'éducation », a-t-elle dit.

Selon la Cosydep, les recommandations issues de la table ronde feront l'objet d'un rapport de synthèse qui sera diffusé auprès des décideurs et de tous ceux qui sont intéressés par le suivi. Parmi ces recommandations, il y a aussi la mobilisation des ressources et la protection sociale.

<https://www.sudquotidien.sn/education-en-contexte-de-crisis-des-experts-font-le-diagnostic-et-livrent-la-recette/?amp=1>

8. Bon déroulement du calendrier scolaire et présidentiel 2024 : la cosydep redoute des perturbations

ÉCO-SOCIAL 6

BON DÉROULEMENT DU CALENDRIER SCOLAIRE ET PRÉSIDENTIEL 2024

La Cosydep redoute des perturbations

La Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) a organisé, hier, à travers son programme "Nos vacances pour l'école", une table ronde lors de laquelle des experts d'autres secteurs ont échangé pour un bon déroulement du calendrier et de la vie scolaire. En cette période préélectorale, les acteurs redoutent une année perturbée.

NDEYE KHOUSSA DIENG (STAGIAIRE)

La campagne "Nos vacances à l'école" est un mécanisme permettant une sérieuse préparation de l'année scolaire, par une anticipation intelligente sur les conflits probables et les questions à fort enjeu. Dans sa mise en œuvre, la Cosydep a organisé, hier, une table ronde invitant à croiser les regards des experts de plusieurs spécialités (droit, économie, politique, environnement, religion, défense et sécurité, histoire et sciences, etc.). Chaque spécialiste a démontré dans son domaine l'importance de l'école.

À l'issue des débats, Cheikh Mbow, directeur exécutif de la Cosydep, a expliqué les raisons de la tenue de cette table ronde dénommée "Regards croisés d'experts".

"Nous sommes persuadés que quand on parle d'éducation, nous devons apprendre à écouter les autres, à faire en sorte que d'autres domaines puissent braver leurs regards sur le système éducatif. C'est ça qui nous permet de trouver des solutions profondes, parce qu'il y a des enjeux globaux, elles vont tenir compte des dimensions de droit, d'économie, d'environnement, de législation... Dix domaines ont été invités : 12 experts se sont prononcés et nous pensons qu'on a bien fait d'avoir croisé les regards autour du système éducatif".

Toutefois, Cheikh Mbow regarde avec appréhension l'élection présidentielle s'approcher à grands pas.

"Nous sommes conscients que le premier trimestre, on peut vivre des turbulences liées à des exercices de parrainages, de candidatures. La deuxième, c'est celui des élections. L'histoire a montré cette relation malheureuse qui a pu exister entre les joutes électorales et le fonctionnement normal de nos écoles. Le troisième trimestre, post-élection, il se pourrait qu'il y ait des moments de turbulences. Nous voudrions que notre école puisse être épargnée des jeux d'acteurs et que les militants se lèvent pour veiller à ce que nos enfants ne puissent pas être utilisés", lance-t-il.

Ainsi, aux yeux du directeur de la Cosydep, c'est une opportunité pour pousser les candidats à décliner leur vision pour l'éducation. Il considère aussi que les militants de l'éducation doivent saisir cette opportunité pour pousser ceux qui veulent prendre les destins de ce pays à s'engager davantage pour un système éducatif performant, résilient, inclusif et les réalités avec les communautés nationales.

Les recettes des experts

Mais il faut aussi dire que les échanges ont été constructifs. S'agissant des aspects retenus au cours de ces échanges avec les experts, Cheikh Mbow a révélé : "Nous devons d'abord avoir un système éducatif qui devient l'affaire de tous, pas seulement des acteurs directs de l'éducation (enseignants, élèves ou parents d'élèves), mais aussi des entreprises, des ONG. Les autres secteurs devraient s'en occuper. C'est une leçon que nous tirons de ces échanges. La deuxième chose est que l'éducation devrait être une source de résolution des problèmes auxquels la société est confrontée. Il peut y avoir des crises économiques, environnementales, climatiques, sécuritaires, politiques, des valeurs. Toutes ces crises vont évidemment impacter l'école, mais aussi toutes ces crises espèrent trouver des solutions à partir de l'école. Ce que nous avons retenu, c'est d'avoir un système éducatif qui soit résilient, qui puisse exister, se préserver, même quand il y a une situation de crise".

En effet, poursuit-il, "c'est un élément essentiel en termes d'environnement des apprentissages. On a rappelé qu'il y a des défis récurrents qui sont là, depuis des années, liés à des déficits en enseignants, défectifs en salles de classe qui ne permettent pas à tous les enfants de jouir du droit à l'éducation. (Car) l'éducation, c'est un droit. Tous les enfants de ce pays, qu'ils soient garçons ou filles, handicapés ou pas, la profondeur du pays mérite de bénéficier du droit à l'éducation".

À cela, il ajoute la place qu'occupent les langues nationales, la place des sous-secteurs qui sont sous-dotés tels que la petite enfance et la place qu'il faut accorder à l'école publique. "C'est cette école sur laquelle comptent des millions d'enfants, de familles", dit-il. ■

La Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) a organisé, hier, à travers son programme "Nos vacances pour l'école", une table ronde lors de laquelle des experts d'autres secteurs ont échangé pour un bon déroulement du calendrier et de l'année scolaire. En cette période préélectorale, les acteurs redoutent une année perturbée.

La campagne “Nos vacances à l’école” est un mécanisme permettant une sérieuse préparation de l’année scolaire, par une anticipation intelligente sur les conflits probables et les questions à forts enjeux. Dans sa mise en œuvre, la Cosydep a organisé, hier, une table ronde invitant à croiser les regards des experts de plusieurs spécialités (droit, économie, politique, environnement, religion, défense et sécurité, histoires et sciences, etc.).

Chaque spécialiste a démontré dans son domaine l’importance de l’école. À l’issue des débats, Cheikh Mbow, directeur exécutif de la Cosydep, a expliqué les raisons de la tenue de cette table ronde dénommée “Regards croisés d’experts”. “Nous sommes persuadés que quand on parle d’éducation, nous devons apprendre à écouter les autres, à faire en sorte que d’autres domaines puissent braquer leurs regards sur le système éducatif. C’est ça qui nous permet de trouver des solutions profondes, parce qu’elles vont être globales, elles vont tenir compte des dimensions de droit, d’économie, d’environnement, de législation... Dix domaines ont été invités ; 12 experts se sont prononcés et nous pensons qu’on a bien fait d’avoir croisé les regards autour du système éducatif”.

Toutefois, Cheikh Mbow regarde avec appréhension l’élection présidentielle s’approcher à grands pas. “Nous sommes conscients que le premier trimestre, on peut vivre des turbulences liées à des exercices pré électoraux de parrainages, de candidatures. Le deuxième, c’est celui des élections. L’histoire a montré cette relation malheureuse qui a pu exister entre les joutes électorales et le fonctionnement normal de nos écoles. Le troisième trimestre, post-élection, il se pourrait qu’il y ait des moments de turbulences. Nous voudrions que notre école puisse être épargnée des jeux d’acteurs et que les militants se lèvent pour veiller à ce que nos enfants ne puissent pas être utilisés”, lance-t-il.

Ainsi, aux yeux du directeur de la Cosydep, c’est une opportunité pour pousser les candidats à décliner leur vision pour l’éducation. Il considère aussi que les militants de l’éducation doivent saisir cette opportunité pour pousser ceux qui veulent prendre les destins de ce pays à s’engager davantage pour un système éducatif performant, résilient, inclusif et les réalités avec les communautés nationales. Les recettes des experts.

Mais il faut aussi dire que les échanges ont été constructifs. S’agissant des aspects retenus au cours de ces échanges avec les experts, Cheikh Mbow a révélé : “Nous devons d’abord avoir un système éducatif qui devient l’affaire de tous, pas seulement des acteurs directs de l’éducation (enseignants, élèves ou parents d’élèves), mais aussi des entreprises, des ONG. Les autres secteurs devraient s’en occuper. C’est une leçon qu’on a tirée de ces échanges. La deuxième chose est que l’éducation devrait être une source de résolution des problèmes auxquels la société est confrontée. Il peut y avoir des crises économiques, environnementales, climatiques, sécuritaires, politiques, des valeurs. Toutes ces crises vont évidemment impacter l’école, mais aussi toutes ces crises espèrent trouver des solutions à partir de l’école. Ce que nous avons retenu, c’est d’avoir un système éducatif qui soit résilient, qui puisse exister, se préserver, même quand il y a une situation de crise”.

En effet, poursuit-il, “c’est un élément essentiel en termes d’environnement des apprentissages. On a rappelé qu’il y a des défis récurrents qui sont là, depuis des années, liés à des déficits en enseignants, déficits en salles de classe qui ne permettent pas à tous les enfants de jouir du droit à l’éducation. (Car) l’éducation, c’est un droit. Tous les enfants de ce pays, qu’ils soient garçons ou filles, handicapés ou pas, la profondeur du pays mérite de bénéficier du droit à l’éducation.” À cela, il ajoute la place qu’occupent les langues nationales, la place des sous-secteurs qui sont sous-dotés tels que la petite enfance et la place qu’il faut accorder à l’école publique. “C’est cette école sur laquelle comptent des milliers d’enfants, de familles ».

<https://www.enqueteplus.com/content/bon-d%C3%A9roulement-du-calendrier-scolaire-et-pr%C3%A9sidentiel-2024-la-cosydep-redoute-des>

9. Des experts font le diagnostic et livrent la recette

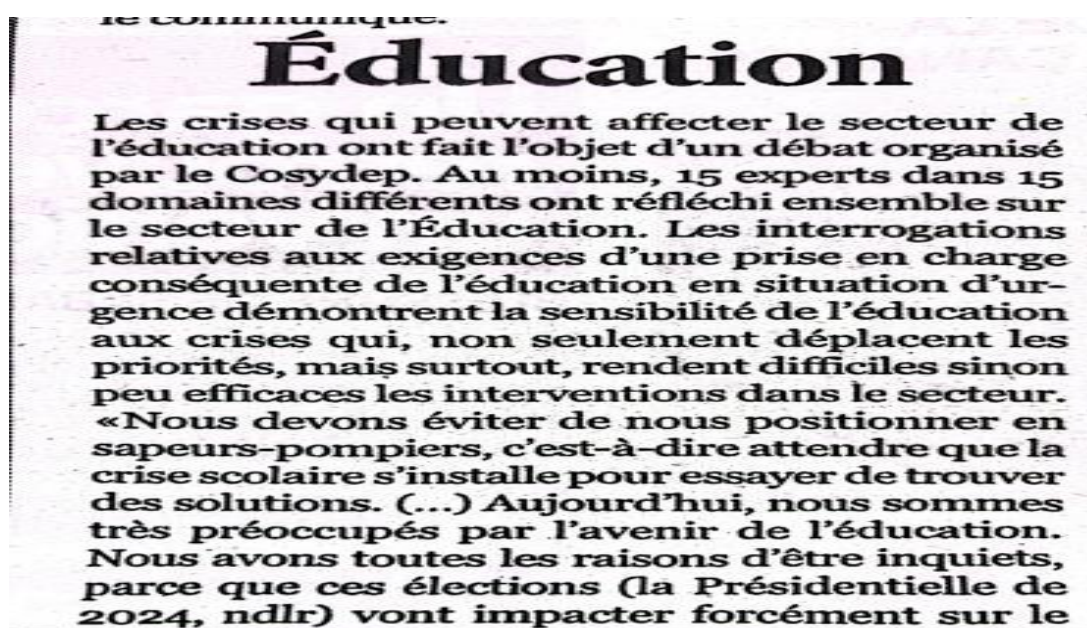


La campagne “Nos vacances à l’école” est un mécanisme permettant une sérieuse préparation de l’année scolaire, par une anticipation intelligente sur les conflits probables et les questions à forts enjeux. Dans sa mise en œuvre, la Cosydep a organisé, hier, une table ronde invitant à croiser les regards des experts de plusieurs spécialités (droit, économie, politique, environnement, religion, défense et sécurité, histoires et sciences, etc.).

Dix domaines ont été invités ; 12 experts se sont prononcés et nous pensons qu’on a bien fait d’avoir croisé les regards autour du système éducatif”. Toutefois, Cheikh Mbow regarde avec appréhension l’élection présidentielle s’approcher à grands pas. “Nous sommes conscients que le premier trimestre, on peut vivre des turbulences liées à des exercices de parrainages, de candidatures. Le deuxième, c’est celui des élections. L’histoire a montré cette relation malheureuse qui a pu exister entre les joutes électorales et le fonctionnement normal de nos écoles. Le troisième trimestre, post-élection, il se pourrait qu’il y ait des moments de turbulences. Nous voudrions que notre école puisse être épargnée des jeux d’acteurs et que les militants se lèvent pour veiller à ce que nos enfants ne puissent pas être utilisés”, lance-t-il. Ainsi, aux yeux du directeur de la Cosydep, c’est une opportunité pour pousser les candidats à décliner leur vision pour l’éducation. Il considère aussi que les militants de l’éducation doivent saisir cette opportunité pour pousser ceux qui veulent prendre les destins de ce pays à s’engager davantage pour un système éducatif performant, résilient, inclusif et les réalité élèves ou parents d’élèves), mais aussi des entreprises, des ONG.

<https://lequotidien.sn/financement-du-secteur-de-lalphabetisation-la-longue-attente-des-acteurs/>

10. L’Observateur : Les exigences d’une prise en charge conséquente de l’éducation



B. TELEVISION

1. TFM

Français : <https://www.youtube.com/watch?v=Fdb-GKRw9Sw>

Wolof : <https://www.youtube.com/watch?v=MQvgMaysRxA>

2. Sen TV

Wolof : <https://www.youtube.com/watch?v=GGcNJwKex1k>

3. ITV

Wolof : <https://www.youtube.com/watch?v=LOPTnnU45vw>

Français : https://www.youtube.com/watch?v=oyFX7DGSy_k

C. MEDIAS EN LIGNE

1. Calendrier scolaire et Présidentielle 2024: La Cosydep redoute des perturbations

La Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) a organisé, jeudi, à travers son programme "Nos vacances pour l'école", une table ronde lors de laquelle des experts d'autres secteurs ont échangé pour un bon déroulement du calendrier et de la vie scolaire. En cette période préélectorale, les acteurs redoutent une année perturbée.

https://www.leral.net/Bon-deroulement-du-calendrier-scolaire-et-Presidentielle-2024-La-Cosydep-redoute-des-perturbations_a354679.html

2. EDUCATION, "mettre à l'abri" l'école, un secteur en situation de crises

Dakar, 14 sept (APS) – Une table-ronde organisée jeudi à Dakar a permis à une quinzaine d'acteurs de domaines d'expertise différents, dont des universitaires, syndicalistes, enseignants, religieux, hommes politiques et juristes, de porter un regard croisé sur l'éducation secouée régulièrement par des crises, préconisant de "mettre à l'abri un secteur très sensible aux tensions politiques, sociales et économiques". "Le système éducatif est important en ce sens qu'il forge l'Homme", a d'emblée rappelé l'imam Amadou Maktar Kanté, premier intervenant lors de cette table-ronde articulée autour de la problématique de « L'éducation en situation de crises ».

"La religion se préoccupe de façon importante de cette question, puisque si on extrait l'éducation dans le contenu des livres saints de la Thora à la Bible en passant par le Coran, il ne resterait pas grand-chose. Tous les messages des prophètes sont d'ordre éducatif", a-t-il souligné. Aussi l'éducation doit-elle être selon lui à l'abri des contingences de tous ordres. Le défi doit consister à "identifier les menaces qui pourraient peser sur le système éducatif en contexte d'élections ou de crises politiques pour des solutions globales", a pour sa part prôné Abdou Fall, enseignant de formation et ancien ministre sous le régime du président Abdoulaye Wade. "Il est essentiel de préparer les jeunes générations dans un contexte où le plus grand défi à relever c'est le vivre ensemble avec des situations de clivages et des radicalités dans des proportions bouleversantes qui menacent l'éducation des valeurs", a-t-il souligné.

Abdou Fall pense que "les solutions de l'école ne seront pas magiques et ne viendront pas seulement des acteurs de l'éducation mais d'une approche multiforme venant de domaines d'expertise différents pour mettre l'école à l'abri des manipulations et d'intérêts partisans".

Professeur de droit, juriste et leader politique, Amsatou Sow Sidibé rappelle avec force que la responsabilité d'assurer l'éducation incombe en premier à l'Etat. "C'est une obligation, mais cela n'exclut pas qu'il y ait d'autres responsables dont les politiques qui doivent faire preuve de responsabilité lorsqu'ils recherchent le pouvoir pour ne pas laisser les enfants pâtir de cette recherche de pouvoir", a-t-elle dit. De son point de vue, "ce sont les acteurs politiques mais également les familles qui doivent être suffisamment outillées pour appuyer ce rôle fondamental de l'éducation".

Le syndicaliste Abdou Faty suggère de faire la cartographie de tous les éléments qui gangrènent et desservent l'école pour « tuer les velléités conflictuelles, appelant à prendre en compte tous les aspects des crises pour protéger l'école et les apprentissages ». "L'école doit être un lieu de construction de réponses face aux crises et doit continuer à fonctionner quelle que soit la situation. Il s'agit de faire de l'école une opportunité pour permettre aux acteurs de s'exprimer sur la question", a quant à lui déclaré Cheikh Mbow, le directeur de la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation (Cosydep), à l'initiative de la rencontre. Il pense que "l'école doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des acteurs du développement dont le travail ne peut être productif que dans la paix et la stabilité".

Ainsi, c'est la raison pour laquelle la COSYDEP a décidé d'amplifier ces interrogations relativement aux exigences d'une prise en charge conséquente de l'éducation en situation d'urgence avec la tenue de ce panel organisé dans le cadre du concept "Nos vacances pour l'école". La campagne "Nos Vacances pour l'Ecole", créée en 2021 par la COSYDEP, est un mécanisme permettant une préparation de l'année scolaire par des rencontres d'échanges avec différents acteurs de la société pour débattre sur les conflits probables et les questions à forts enjeux.

<https://aps.sn/des-experts-preconisent-de-mettre-a-labri-leducation-secteur-en-situation-de-crisis/>

3. Éducation / Nos vacances pour l'école : "Nous devons avoir un système éducatif qui devient l'affaire de tous." (Elh. Cheikh Mbow, D.E./COSYDEP)

<https://www.youtube.com/watch?v=HpsEXsPcjQM>

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme dénommé "nos vacances pour l'école", la Cosydep a réuni 15 experts dans 10 domaines différents autour d'une table ronde pour se pencher sur les éventuels problèmes qui peuvent gangréner le système éducatif. La rencontre qui s'est déroulée ce Jeudi 14 Septembre intervient dans un contexte où les acteurs du secteur éducatif sont convaincus qu'il faut avoir une stratégie d'anticipation. Et les trois mois de vacances doivent être une opportunité pour échanger en profondeur sur des conflits probables, mais ensuite, discuter sur des questions à forts enjeux pour avoir une année scolaire apaisée, une année performante, une année scolaire résiliente à toutes formes de problème.

"Pour aujourd'hui, nous avons organisé une table ronde qu'on a dénommée croisée d'experts. Parce que simplement, nous sommes persuadés que quand on doit parler de l'éducation, nous devons apprendre à écouter les autres, à faire en sorte que d'autres experts puissent braquer sur le système éducatif. C'est ça qui nous permet de trouver des solutions profondes" a fait valoir le directeur exécutif de la Cosydep. Cheikh Mbow de poursuivre que les attentes de ce rendez-vous vont dans le sens d'assurer un système éducatif plus résilient, performant, inclusif qui sera en conformité avec les réalités et les besoins de la communauté nationale.

"Ce qui est ressorti de cet échange, c'est que nous devons avoir un système éducatif qui devient l'affaire de tous. Ce n'est pas seulement l'affaire des acteurs directs de l'éducation ça veut dire enseignants, élèves ou parents d'élèves. Mais il faudrait qu'elle soit l'affaire de tous, les ONG, les entreprises et les autres secteurs devraient s'occuper de l'éducation", a souligné en premier lieu le directeur Exécutif Cheikh Mbow. Deuxièmement, M. Mbow évoque les questions politiques qui ne cessent pas d'impacter le bon fonctionnement du système éducatif. "Ce qui est ressorti évidemment, c'est que nous allons vers une année électorale. Et nous sommes conscients que le premier trimestre de l'année scolaire, c'est une période où on peut vivre des turbulences liées à leurs exercices de parrainage, de candidature.

Le deuxième trimestre est le trimestre de l'élection. Ça aussi, l'histoire a montré cette relation malheureuse qui a longtemps existé entre les joutes électorales et le fonctionnement normal des écoles", a-t-il fait savoir en abordant d'autres aspects. "L'éducation devrait être une source de résolution des problèmes auxquels la société est confrontée à savoir la crise économique, sociale, environnementale, climatique, sécuritaire, politique. Toutes ces crises vont impacter évidemment l'école. Mais, toutes ces crises espèrent trouver des solutions à partir de l'école. L'école doit préparer à construire ces réponses", a conclu Cheikh Mbow, D.E de la Cosydep.

https://www.dakaractu.com/Education-Nos-vacances-pour-l-ecole-Nous-devons-avoir-un-systeme-educatif-qui-devient-l-affaire-de-tous-Elh-Cheikh-Mbow_a238116.html